Belgrade critique Pristina, mais se dit déterminé à poursuivre le dialogue

Description

Après l'auto-dissolution du Parlement kosovar, votée le 22 août 2019, des élections législatives se sont tenues le 6 octobre, dans un contexte de regain de tensions entre le Kosovo et la Serbie. Le parti de gauche Autodétermination et la Ligue démocratique du Kosovo (indépendantiste) sont sortis grands vainqueurs du scrutin. Toutefois, les résultats dans les enclaves du Nord Kosovo sont sans appel : la formation nationaliste Liste serbe y a obtenu près de 90 % des suffrages et remporte ainsi les 10 sièges de parlementaires dévolus à ces territoires. Les populations locales d'origine albanaise, elles, suspectent des fraudes en leur défaveur.

C'est dans ce contexte qu'une opération a été menée au nord de Mitrovica par la police kosovare le 16 octobre. Elle y a interpellé deux suspects d'origine serbe qui pourraient être liés au meurtre, en janvier 2018, de l'homme politique Oliver Ivanović (il avait dirigé en 2004 la Liste serbe pour le Kosovo-Metohija). Cette intervention a été interprétée comme une nouvelle provocation par la minorité serbe du Kosovo qui s'en est immédiatement plaint à Belgrade.

Le même jour, le directeur du Bureau du Kosovo-Metohija (rattaché au gouvernement serbe) Marko Djurić a rencontré la directrice pour l'Europe du Sud-Est du ministère allemand des Affaires étrangères. Lors de cette entrevue, dont le principal sujet était la sécurité au Kosovo-Metohija, le Serbe a pointé du doigt le gouvernement kosovar et les provocations supportées par les populations serbes du Nord Kosovo. Il a précisé à son interlocutrice que Belgrade était cependant déterminé à poursuivre le dialogue avec le gouvernement kosovar.

Le lendemain, le président serbe Aleksandar Vučić recevait à son tour le ministre slovaque des Affaires étrangères Miroslav Lajčák, qui assure actuellement la présidence de l'OSCE : A. Vučić s'est dit préoccupé par la situation sécuritaire actuelle dans le nord du Kosovo, en rendant responsable Pristina et citant l'intervention policière de la veille. M. Lajčák a assuré que l'OSCE surveillait activement la situation au Kosovo, mais aussi qu'elle souhaitait conserver sa neutralité à l'égard des deux protagonistes.

Quelques heures après ces entretiens, le Président serbe a déclaré que, pour lui, *« le Kosovo fait partie de la Serbie »*, qu'il était certes souhaitable de trouver un compromis, mais que cela ne devait pas signifier pour autant *« tout perdre »*. Le dossier du Nord Kosovo demeure ainsi un obstacle majeur à l'avancée de la Serbie dans sa procédure d'adhésion à l'UE. Miroslav Lajčák a cependant assuré Belgrade de son soutien dans cette voie, pour mieux prôner le dégel des relations serbo-kosovares et une conciliation avec Pristina.

Sources : *Tanjug, Novosti, Danas, B92.*

date créée
01/11/2019
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre